

**Réponse du Conseil administratif du 20 août 2025 à la question écrite du 24 juin 2025 de M. Alexandre Diogo: «Crise de la Genève internationale: quel impact sur notre ville?»**

*TEXTE DE LA QUESTION*

La Genève internationale est en crise. Les pressions budgétaires qui touchent les organisations internationales les obligent à réduire drastiquement leurs effectifs. Des plans d'économies importants sont élaborés actuellement, impactant directement et durablement cet écosystème si crucial pour notre ville et sa réputation.

Considérant le besoin d'obtenir des données concrètes pour évaluer les conséquences des coupes budgétaires annoncées et compte tenu de l'importance de la Genève internationale pour cette ville, le Conseil administratif peut-il nous informer sur les points suivants?

- La Ville a-t-elle étudié l'impact financier du départ de fonctionnaires internationaux, notamment sur l'industrie du service (commerces, hôtels, restaurants) et donc indirectement sur les revenus fiscaux de la Ville?
- La Ville a-t-elle étudié l'impact du départ des organisations internationales sur le marché de l'emploi à Genève, notamment pour les employé-e-s du secteur international et les employé-e-s de l'industrie du service?
- La Ville est-elle en contact avec les Nations unies concernant un possible départ du bâtiment du Palais Wilson et une réaffectation de ce lieu?
- La Ville est-elle en contact régulier avec les organisations internationales concernées ainsi que les autres acteurs impactés (tourisme, universités, commerce) pour pouvoir anticiper les changements à venir?
- La Ville est-elle en contact avec le Canton, la Confédération et les autres villes du système onusien (New York, Vienne, Nairobi) pour préparer des mesures de mitigation communes et partager leurs expériences?

*RÉPONSE DU CONSEIL ADMINISTRATIF*

Les pressions budgétaires qui touchent les organisations internationales (OI) et organisations non gouvernementales (ONG) basées à Genève poussent à des réformes majeures de l'architecture de la coopération internationale et, dans l'immédiat, à des suppressions de postes d'une ampleur historique. Au-delà de l'impact direct sur le terrain et les bénéficiaires, le marché de l'emploi genevois est affecté. Ces suppressions de postes ont également un impact financier et économique indirect pour Genève qu'il est possible de mesurer sur la base

des chiffres produits par l'Etude sur l'impact du secteur international à Genève publiée en 2024 par la Fondation pour Genève (FpG).

### *Impact économique de la Genève internationale*

Selon cette étude (données basées sur les statistiques de l'année fiscale 2019), sur le canton de Genève, 42 572 emplois sont liés à la Genève internationale (GI), soit 33 822 emplois directs et 8750 emplois indirects ou induits (4531 en Ville de Genève).

Il est estimé que les salariées et salariés de la GI (OI, ONG et missions permanentes) dépensent plus de 950 millions de francs en biens et services courants sur le territoire de la Ville de Genève (VdG), auxquels s'ajoutent environ 50 millions de francs de dépenses d'investissement (biens d'équipement et construction).

Les recettes fiscales de l'imposition des revenus salariaux des employées et employés non exonérés de la GI se montent à 6,9 millions de francs pour la VdG, auxquels s'ajoutent les recettes fiscales indirectes et induites à hauteur de 8,5 millions de francs.

Afin d'évaluer les conséquences économiques de la crise de la GI, il faudra gagner de la clarté sur le nombre de postes supprimés, pas seulement au sein des OI, mais également des ONG, voire des missions permanentes le cas échéant. La situation, courant été 2025, est encore mouvante avec des annonces qui se succèdent. Les discussions qui doivent se tenir à l'Assemblée générale des Nations unies au mois de septembre de cette année marqueront une étape déterminante dans les mesures que prennent les OI face à cette crise.

### *Etat des lieux des suppressions de postes*

La Mission permanente de la Suisse auprès de l'Office des Nations unies et des autres organisations internationales à Genève (Mission suisse) collecte et partage les informations à sa disposition sur les suppressions de postes et plus largement les réformes en cours au sein des OI. Par ailleurs, *Geneva Solutions*, le média consacré à la GI, fait régulièrement le point sur les coupes de personnel basé à Genève. Sur la base de ces deux sources d'information, l'ampleur des suppressions d'emplois en cours peut être appréhendée même s'il demeure délicat de prédire la totalité des coupes à venir. Quelques exemples significatifs de suppressions de postes au sein d'organisations internationales, basés sur des informations fiables, sont fournis ci-dessous:

- Organisation mondiale de la santé (OMS): environ 800 postes
- Secrétariat de l'Organisation des Nations unies (ONU), Palais des Nations (Office des Nations unies à Genève (ONUG): jusqu'à 320 postes

- Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR): 300 postes.
- Fonds de l’ONU pour l’enfance (UNICEF): 291 postes
- Organisation internationale du travail (OIT): 282 postes
- Haut-Commissariat aux droits de l’homme (HCDH): 220 postes
- Organisation internationale pour les migrations (OIM): 200 postes
- Alliance du vaccin (Gavi): 155 postes
- ONU Sida: 108 postes
- Agence pour le commerce et le développement (CNUCED): 70 postes

A ces chiffres s’ajoutent les suppressions de postes au sein des ONG qui sont affectées au même titre que les OI par les coupes budgétaires et dont l’ampleur doit encore être déterminée.

Face à la pression financière qui pèse sur les OI, des risques de délocalisation s’ajoutent aux suppressions de postes. Les appétits de villes hôtes concurrentes ou même de villes qui n’hébergent pas ou peu d’organisations internationales s’aiguisent et se traduisent par la promotion d’offres pour héberger ces organisations (Nairobi, Santiago, Kigali, Doha, Vienne). Entre villes hôtes, la compétition semble plus forte que la coopération dans un tel contexte. Il s’agit pour la Suisse et pour Genève d’éviter une fragmentation du système. Le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) s’engage pour le maintien des OI à Genève, notamment à travers un paquet de mesures de soutien aux OI annoncé par le DFAE en juin 2025. Ce soutien sera conditionné à un engagement des OI bénéficiaires de maintenir leur présence à Genève. L’objectif étant d’avoir le plus rapidement possible une influence sur les décisions et propositions budgétaires des OI, qui seront soumises aux Etats membres et à l’Assemblée générale de l’ONU en septembre 2025.

#### *Occupation du Palais Wilson*

Les contrats temporaires du HCDH, dont le siège est situé au Palais Wilson, ne seront pas renouvelés en 2025 (60 à 100 postes). En outre, il est prévu que 120 postes soient délocalisés à Vienne et à Bangkok sur un total de 1260 postes à Genève. Ces suppressions et délocalisations de postes s’accompagnent d’une volonté du Secrétariat des Nations unies de déplacer les bureaux du HCDH au Palais des Nations. Des discussions sont en cours entre la Confédération et le HCDH auxquelles sont associés la VdG et le Canton.

### *Contact avec les partenaires*

Aux côtés de la Confédération et du Canton, la VdG contribue à la mise en œuvre de la politique suisse d'Etat hôte et joue un rôle essentiel dans le maintien de conditions-cadres attractives pour l'accueil et le maintien des acteurs internationaux. La coordination entre les trois niveaux est d'autant plus importante aujourd'hui pour répondre au mieux aux défis auxquels est confrontée la GI. Cette coordination se manifeste à travers plusieurs groupes constitués, dont:

- Le Groupe permanent conjoint politique (GPCP) sur les priorités de la Genève internationale, établi en 1995 par la Confédération et le Canton et auquel la VdG est pleinement associée.
- Les séances tripartites qui rassemblent les représentants politiques de la Ville et du Canton ainsi que la cheffe ou le chef de la Mission suisse à Genève et, une fois par année, la FpG, partenaire clé des autorités hôtes.

Au-delà de ces groupes, un dialogue continu caractérise la coopération entre les trois niveaux. Par ailleurs, la VdG est en contact régulier avec les OI et ONG concernées et participe aux échanges nombreux qui rassemblent les acteurs de la GI pour suivre au plus près l'évolution de la situation et identifier des pistes et mesures pour faire face à cette crise.

Au nom du Conseil administratif

Le secrétaire général:  
*Gionata Piero Buzzini*

Le maire:  
*Alfonso Gomez*